

Accélérer les progrès, pérenniser les résultats

Quatrième Réunion des équipes chargées du secteur de la santé
dans les pays dans le cadre du IHP+
Nairobi, 11–14 décembre 2012

RAPPORT DE RÉUNION

Introduction

L'objectif général de la quatrième Réunion des équipes chargées du secteur de la santé dans les pays dans le cadre du IHP+ était d'examiner et de convenir des moyens par lesquels le IHP+ peut aider à accélérer la réalisation de meilleurs résultats en matière de santé grâce à une plus grande efficacité de l'aide au développement dans ce secteur. Plus de 200 participants ont assisté à la Réunion, représentant 29 gouvernements de pays partenaires ainsi que des partenaires du développement et des organisations de la société civile (voir l'annexe 1). Ces dernières ont également tenu une réunion préliminaire¹.

Dans leurs allocutions de bienvenue, le Directeur général de l'OMS et le Président de la Banque mondiale ont souligné, d'une part, que la Réunion devait transmettre des messages clairs quant aux moyens de travailler ensemble plus efficacement pour réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) d'ici 2015, et, d'autre part, que des mesures seraient prises par les responsables mondiaux en matière de santé. Comme au Forum de Busan², les discussions ont été marquées par la transition du concept d'efficacité de l'aide vers une notion plus inclusive de coopération efficace au service du développement, laquelle inclut un plus grand éventail d'acteurs ; les ressources internes et externes ; les difficultés économiques persistantes et l'aversion au risque exprimée par de nombreux bailleurs de fonds traditionnels ; l'échéance de 2015 des OMD et le nouveau programme de développement post-2015. La Réunion a examiné les résultats obtenus à ce jour, ainsi que les réussites et les défis dans les domaines clés du IHP+ : l'alignement derrière un plan national unique pour la santé ; l'harmonisation et l'alignement avec les systèmes nationaux et l'utilisation de plates-formes nationales uniques pour les informations et la redevabilité en matière de résultats. Le rôle des parlements nationaux et des acteurs non étatiques, y compris les organisations de la société civile, ainsi que le potentiel pour une plus grande collaboration Sud-Sud en matière de développement efficace dans le domaine de la santé ont également fait l'objet de discussions. La Réunion a identifié les domaines clés dans lesquels une intervention est nécessaire tant au niveau global que national. L'annexe 2 inclut l'ordre du jour complet³. Un message adressé par les participants aux responsables de IHP+ a été adopté (voir l'annexe 3).

Principaux messages

- Le IHP+ a aidé à améliorer l'efficacité du développement en matière de santé, mais les progrès demeurent trop lents. Le nouvel élan politique dont bénéficie le IHP+ au niveau mondial est apprécié mais il est également nécessaire.
- Le lien entre un développement efficace dans le domaine de la santé, une couverture de santé universelle et de meilleurs résultats en matière de santé doit être renforcé et rendu explicite.

¹ Pour un résumé de la réunion préliminaire de la société civile, veuillez voir

<http://www.internationalhealthpartnership.net/fr/audiences/organisations-de-la-societe-civile/>

² <http://www.oecd.org/fr/cad/efficacitedelaide/quatriemeforumdehautniveauusurfficacitedelaide.htm>

³ Les documents de référence et les présentations Powerpoint sont disponibles sur le site du IHP+ : <http://www.internationalhealthpartnership.net/fr/>

- Les pays ont progressé plus rapidement que les partenaires du développement dans la mise en pratique des principes du IHP+. Dans de nombreux cas, un alignement réel avec les plans nationaux pour la santé et une utilisation concrète des systèmes nationaux conformes aux normes internationales restent nécessaires – un élément indispensable pour accélérer les progrès et pérenniser les résultats.
- La redevabilité en matière de ressources et de résultats au niveau national est essentielle pour un développement efficace en matière de santé. Des mécanismes de redevabilité au niveau mondial sont également nécessaires. Le suivi de l'efficacité du développement en matière de santé effectué par le biais du IHP+ sera lié au suivi du Partenariat de Busan pour une coopération efficace au service du développement.

Résumé des débats

Mettre en pratique le développement en matière de santé : les résultats obtenus à ce jour

Cette session a examiné les progrès réalisés à ce jour par rapport aux engagements souscrits dans le Pacte mondial du IHP+, ainsi que les principaux goulets d'étranglement (les domaines importants dans lesquels les progrès ont été insuffisants). Les débats ont reposé principalement sur le Rapport 2012 du IHP+Results sur la performance. Le Rapport a révélé que, de façon globale, les pays ont accompli davantage de progrès que les partenaires du développement, ceux-ci ayant enregistré des progrès d'une lenteur décevante : seuls 3 des 12 objectifs convenus ont été remplis par les partenaires du développement. Les principaux messages tirés des débats sont les suivants :

- Les messages positifs du Rapport ont été renforcés : des progrès ont été constatés dans les pays en ce qui concerne le développement de politiques de santé et de cadres de travail pour la coordination de l'aide sanitaire (plans nationaux pour la santé, pactes et cadres de suivi), lesquels sont de plus en plus soutenus par les partenaires du développement.
- Il reste d'importants obstacles aux progrès : l'alignement derrière un plan unique n'existe encore trop souvent que sur le papier ; la direction (leadership) nationale pourrait être encore améliorée, ce qui renforcerait la confiance ; les financements imprévisibles et les informations incomplètes quant aux ressources disponibles demeurent des problèmes importants ; enfin, dernier élément mais non des moindres, l'utilisation des systèmes nationaux reste limitée même dans les pays où ils répondent aux normes internationales.
- Les participants ont convenu que le suivi peut être un outil utile pour une meilleure redevabilité en matière de résultats, à condition que les conclusions soient utilisées. Un meilleur partage des conclusions et un meilleur dialogue à leur sujet est nécessaire.

Améliorer l'alignement derrière un plan unique pour le secteur de la santé : l'avenir des évaluations conjointes (JANS)

La session a brièvement examiné l'expérience accumulée en matière d'évaluation conjointe des stratégies nationales (JANS) et le degré de réalisation des divers objectifs. Elle s'est ensuite concentrée sur deux questions. Tout d'abord, la meilleure façon de concilier les évaluations de stratégies propres à des programmes ou des sous-secteurs spécifiques avec les JANS, et ainsi de tendre à un « JANS unique ». D'autre part, la meilleure façon de répondre aux besoins des différentes parties prenantes en ce qui concerne les JANS.

Les JANS ont aidé à améliorer la qualité et l'appropriation des plans nationaux. Les preuves sont, par contre, plus limitées en ce qui concerne l'influence qu'ils pourraient avoir sur les décisions en matière de financement des partenaires du développement ; ils ont parfois influencé les modes de financement et, dans quelques cas, réduit les coûts de transaction. Les limitations des JANS ont été reconnues – quel que soit le résultat, la mise en œuvre des plans continuera d'être un défi. Il a été convenu des points suivants : les principes qui sous-tendent les JANS sont solides ; la manière dont un JANS est conduit peut nuire à sa crédibilité ; les objectifs, le processus et le choix du moment doivent être adaptés au contexte national et acceptés par les différents acteurs ; la décentralisation d'un système de santé doit être prise en compte dans l'organisation du JANS ; un suivi plus explicite est nécessaire. Pour ce qui est de l'avenir, les principaux messages étaient les suivants :

- L'utilisation des JANS en tant qu'outil d'évaluation commun devrait être davantage facilitée. Les JANS ne pourront pas complètement remplacer les processus de prise de décision en matière de financement spécifiques aux agences, mais les pays l'apprécient en tant que moyen d'améliorer la qualité, la confiance, la crédibilité, la coordination et le dialogue au sujet des stratégies nationales pour la santé.
- Tous les JANS devraient fonctionner en parallèle avec les processus nationaux de planification, dans lesquels les stratégies portant sur des maladies ou sur des programmes sectoriels sont mieux intégrées dans les stratégies ou plans globaux établis à l'échelle nationale.
- La plupart ont convenu que l'approche consistant en un « JANS unique » était préférable, mais il existe des défis importants à relever pour y parvenir : les différences entre les cycles de planification des programmes nationaux et ceux des partenaires du développement, et le fait que certains partenaires exigent un degré de détail plus élevé en termes d'informations et d'analyse. L'approche bénéficierait d'une meilleure compréhension quant à ce qu'un JANS peut et ne peut pas faire au niveau mondial.
- Bien que les JANS existent depuis un certain nombre d'années, une sensibilisation accrue reste nécessaire au sein des agences de développement, depuis le siège jusqu'au niveau des pays, afin que les évaluations conjointes fassent progressivement partie de leur façon habituelle de conduire les affaires.

Utiliser une plate-forme unique dédiée à l'information et à la redevabilité

Cette session a été consacrée aux différentes dimensions de la redevabilité en matière de ressources et de résultats : le rôle des examens annuels conjoints du secteur de la santé et celui de la société civile, et les progrès accomplis dans la mise en œuvre d'un cadre unique de suivi et d'évaluation pour une stratégie nationale de santé sous la direction du pays. Les participants ont examiné les auto-évaluations des mécanismes nationaux de redevabilité dans le secteur de la santé, lesquelles ont été conduites par les équipes pays lors des ateliers de suivi organisés par la Commission de l'information et de la redevabilité pour la santé de la femme et de l'enfant en 2011/12. Les principales observations ont été les suivantes : les examens annuels conjoints sont indubitablement utiles mais ils pourraient être plus efficaces ; bien qu'il n'existe pas de « modèle universel » pour conduire un examen, un certain nombre de principes et d'expériences communs peuvent déterminer le succès d'un examen ; un engagement accru de la société civile contribue à une plus grande objectivité, souligne les lacunes et transforme les examens en mesures concrètes. Les représentants des pays ont insisté sur le fait que les auto-évaluations menées lors des ateliers de la Commission doivent être corroborées au niveau local par les principaux partenaires nationaux si cela n'est pas déjà le cas, afin qu'elles puissent contribuer aux efforts mis en œuvre pour développer une

plate-forme unique de suivi et d'évaluation sous la direction du pays. Bien entendu, les pays ont formulé des priorités diverses en termes d'intervention lors de la Réunion, mais les plus fréquemment exprimées sont les suivantes :

- Renforcer les systèmes d'information sanitaire afin d'obtenir des données fiables et actualisées pour une meilleure gestion sectorielle ainsi que pour les examens annuels conjoints ;
- Améliorer la mise en application des résultats afin qu'ils contribuent à la planification et aux interventions ;
- Développer/finaliser un plan complet de suivi et d'évaluation dans le cadre de la stratégie nationale pour le secteur de la santé ;
- Renforcer les capacités en matière d'analyse et de compte rendu ;
- Améliorer les examens annuels conjoints grâce à une participation accrue de la société civile et des parlementaires ;
- Assurer un meilleur alignement et un plus grand respect de la part des partenaires pour les conclusions des examens et de la planification.

Harmoniser et aligner les pratiques de gestion financière

Les récents travaux concernant l'harmonisation et l'alignement de la gestion financière ont été présentés : les avantages pratiques ; la finalisation d'une approche conjointe destinée à évaluer la gestion financière, et le développement d'approches et de dispositions types pour établir des accords en matière de mécanismes fiduciaires conjoints, lesquelles reposent sur l'expérience accumulée par les pays. Les principaux messages étaient les suivants :

- Une gestion financière harmonisée et alignée est importante et peut présenter des avantages conséquents pour les pays et les partenaires du développement. Une telle gestion inclut une évaluation conjointe de la gestion financière ainsi que les étapes qui conduiront d'abord à des dispositions fiduciaires conjointes et, enfin, à des systèmes fiduciaires nationaux solides.
- Il est essentiel d'établir une équipe nationale forte pour la gestion financière et d'obtenir un appui politique au plus haut niveau pour mettre en œuvre le plan d'action national qui en découle. Il est important d'inclure tous les principaux acteurs gouvernementaux, c'est-à-dire le ministère des finances, ainsi que celui de la planification et celui des collectivités locales, le cas échéant.
- Il ne faut pas attendre jusqu'à ce que le système national ait été totalement renforcé avant de commencer à l'utiliser. Le changement se fera de façon graduelle, et il faudra établir et examiner les priorités, car tout ne pourra pas être fait en même temps. Les partenaires du développement devront s'engager dès le début et faire preuve de discipline pour maintenir le cap malgré les difficultés. Sans cela, le cercle vicieux qui veut que les systèmes faibles le restent parce qu'ils sont contournés se perpétuera. Les gouvernements et leurs partenaires du développement devraient investir dans les systèmes fiduciaires déjà en place, et autant que possible les utiliser, car c'est le moyen le plus sûr de les renforcer et de les réformer.
- Les questions relatives à l'harmonisation fiduciaire sont souvent mal comprises, et il est nécessaire d'établir une meilleure communication entre les pays et leur partenaires et de développer les connaissances appropriées.

Trouver des solutions pratiques pour faire face aux défis mutuels par le biais de la collaboration Sud-Sud

La session a examiné l'expérience actuelle en matière de collaboration Sud-Sud, et étudié les moyens qui permettraient d'accroître ce type de coopération technique par un recours plus systématique aux échanges d'expériences tant au niveau bilatéral, qu'au niveau régional et interrégional, ainsi que le rôle que le IHP+ pourrait remplir dans ce cadre. Plusieurs formes de collaboration sont déjà en place parmi les pays signataires du IHP+, comme le lancement et la mise en œuvre de pactes nationaux. Il existe également un large éventail de pratiques au niveau des pays avec des voyages d'études portant sur des thèmes précis – par exemple les questions relatives au financement de la santé et au personnel de santé – et des programmes de formation. Les plates-formes régionales ou techniques en place – telles que le Cadre d'action pour l'harmonisation pour la santé en Afrique (HHA), la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), la Communauté de santé d'Afrique orientale, centrale et australe (ECSA), ainsi que le *Evidence-Informed Policy Network* (EVIPNet) de l'OMS et d'autres – contribuent déjà à communiquer et identifier les expériences qui se sont révélées utiles dans les divers pays, et le rôle de ces réseaux pourrait être renforcé. Pour ce qui est de l'avenir, les principaux messages étaient les suivants :

- Il est temps de lancer des interventions plus rapides et plus structurées sur tous les fronts pour améliorer la collaboration Sud-Sud. Il existe de bonnes pratiques dont on pourrait s'inspirer dans de nombreux pays.
- La communication doit s'améliorer. Il pourrait être fait un meilleur usage des plates-formes dédiées aux technologies de l'information et de la communication pour faciliter la collaboration Sud-Sud.
- La collaboration Sud-Sud devrait être motivée par la demande. Les gouvernements et les autres acteurs pourraient identifier de façon plus systématique les forces, les faiblesses et les domaines prioritaires en matière de collaboration. Les universitaires, les organisations non gouvernementales et le secteur privé ont tous quelque chose à apporter en matière d'apprentissage Sud-Sud.
- Il ne faut pas réinventer la roue. Les plates-formes déjà en place devraient être renforcées. Les organismes régionaux et les réseaux thématiques existants devraient accroître leur rôle en tant que facilitateurs de la collaboration Sud-Sud.
- Le IHP+ a un rôle à remplir. Le IHP+ devrait identifier et appuyer les plates-formes déjà en place. Le IHP+ peut faire office de pourvoyeur de savoir et de bonnes pratiques en matière de collaboration Sud-Sud et inciter la collaboration Sud-Sud dans les domaines d'intervention clés du IHP+. De nouvelles superstructures devraient être évitées.

La future approche du IHP+ pour le suivi des engagements souscrits pour une plus grande efficacité du développement en matière de santé et de meilleurs résultats

La session a inclus un débat formel entre tous les signataires du IHP+ sur la future approche proposée pour le suivi des engagements et des résultats par le biais du IHP+. La session a débattu des principes proposés pour la future approche, des principales questions devant être suivies, des indicateurs possibles qui y sont associés, et des étapes suivantes.

Il a été reconnu que le suivi de l'efficacité du développement en matière de santé, mené par l'intermédiaire du IHP+, a été un effort unique dont les progrès ont été considérables durant les trois dernières années. Tous ont convenu du besoin de persévérer tout en adaptant les efforts de suivi à l'approche utilisée par le Partenariat de Busan pour une coopération efficace au service du développement. Un accord a été atteint sur les principes de la future approche, sous réserve d'une certaine reformulation, ainsi que sur les six questions devant être suivies et les prochaines étapes. Les mesures de suivi suggérées sont les suivantes :

- Les principes révisés et les prochaines étapes seront transmis début janvier à tous les signataires ;
- Le travail sur les indicateurs liés aux six questions essentielles sera poursuivi début 2013 par le Groupe de travail du IHP+ sur la redevabilité mutuelle, en consultation avec les partenaires qui assurent le suivi du Partenariat de Busan pour une coopération efficace au service du développement ;
- Un ensemble d'indicateurs sera partagé avec tous les partenaires en vue de les finaliser en mars 2013.

Autres sujets débattus

Passation de marchés

Cette session a souligné l'importance d'un système d'approvisionnement de qualité pour améliorer la fourniture de services, et les difficultés que de multiples systèmes de passation de marchés posent aux pays. Elle a examiné les données limitées qui sont disponibles au sujet de la qualité des systèmes nationaux de passation de marchés, et leur usage limité par les partenaires. Elle a débattu de la pertinence du travail appuyé par le IHP+ pour harmoniser les normes permettant de garantir la qualité des médicaments essentiels obtenus par le biais de fonds de donateurs à la Commission des Nations Unies sur les produits indispensables aux femmes et aux enfants, ainsi que l'expérience positive de l'Union européenne en matière d'harmonisation des procédures d'approvisionnement pour tous les secteurs dans tous les États membres, laquelle pourrait être répétée dans d'autres formes d'unions politiques. Les principaux messages étaient les suivants : les divers travaux effectués par les partenaires concernant la passation de marchés pourraient être avantageusement fusionnés ; le pouvoir mobilisateur du IHP+ pourrait être utilisé afin de promouvoir l'engagement accru des partenaires du développement pour l'harmonisation et l'alignement des systèmes de passation de marchés et pour l'appui technique ; sur le chemin d'un alignement complet, une approche pragmatique et mixte pourrait améliorer la situation des pays, par exemple des normes et des procédures plus harmonisées ; un investissement actif dans les capacités nationales en matière d'approvisionnement, et des informations actualisées au sujet des opportunités offertes par l'existence d'initiatives mondiales.

Calcul des coûts et fixation des priorités dans le cadre des stratégies et plans sectoriels

La session a débuté par un aperçu des forces et des faiblesses dans la fixation des priorités et le calcul des coûts dans le cadre des processus de planification nationaux, et de l'examen des outils de calcul des coûts conduit en 2008, lequel a mené au développement d'un outil unifié pour appuyer la planification stratégique et le calcul des coûts. La session a ensuite porté sur les caractéristiques de l'outil unique pour la santé (« OneHealth ») et sur l'expérience des pays avec cet outil : sa portée ; sa

facilité d'utilisation ; ses besoins en termes de données, de formation et d'appui. Un message clair est ressorti de la session : les pays présentent tous des situations différentes et l'outil s'est montré d'une grande adaptabilité. Les efforts vont se poursuivre afin d'étendre la portée de l'outil, d'accroître les capacités pour l'utilisation de cet instrument, et d'en simplifier l'appui technique.

Partenariats noués entre acteurs étatiques et non étatiques en vue d'améliorer les résultats sanitaires

Les acteurs non étatiques, y compris les organisations confessionnelles, les organisations de la société civile et les organisations commerciales privées, fournissent jusqu'à 70% des services de santé en Afrique et en Asie, aux riches comme aux pauvres, mais ils ne sont que peu surveillés. Cette session a examiné l'expérience accumulée par les partenaires du IHP+ en ce qui concerne le travail commun effectué par les gouvernements et les acteurs non étatiques pour obtenir de meilleurs résultats en matière de santé. De multiples expériences ont été citées, qu'il s'agisse de dispositions ponctuelles ou d'arrangements plus officiels : dans certains pays, les acteurs non étatiques ont formé des associations pour diminuer la fragmentation et donner une voix unifiée à un large nombre d'acteurs pour les relations avec le gouvernement. L'expérience montre qu'une relation de travail efficace peut renforcer les systèmes de santé. Les principaux messages de cette session sont les suivants : tous les acteurs clés du système de santé, qu'ils soient étatiques ou non, devraient être inclus dans les plans nationaux pour la santé et les exercices de planification ; une intendance efficace du gouvernement est essentielle pour garantir un partenariat productif ; une parfaite connaissance du rôle de chaque acteur est nécessaire, tout comme le sont des modèles de partenariat qui mettent en avant les avantages comparatifs des divers acteurs ; il existe un potentiel et un désir d'apprentissage Sud-Sud parmi les partenaires du IHP+ sur ce sujet ; les partenariats avec les acteurs non étatiques autres que les organisations de la société civile⁴ doivent être encouragés.

Principaux messages, conséquences et prochaines étapes pour les partenaires du IHP+

Les participants ont manifesté leur appréciation pour le nouvel élan politique que les responsables mondiaux en matière de santé ont apporté au IHP+, puisque les progrès demeurent lents, particulièrement parmi les partenaires du développement. Ils ont donné leur appui pour un accent accru sur les résultats ; les participants ont également souligné que cet élan devrait reposer sur des processus IHP+ convenus et éprouvés. Un message clair s'est dégagé de la Réunion, selon lequel il existe maintenant une solide plate-forme d'expérience sur laquelle s'appuyer pour accélérer les efforts en vue de réaliser les OMD liés à la santé par le biais d'une coopération pour le développement plus efficace, qui sera également essentielle à la réalisation de la couverture de santé universelle. Le IHP+ devrait rester un partenariat ouvert et inclusif. L'approche prônée par le IHP+ peut être intensifiée dans les pays déjà partenaires, et elle pourrait progressivement devenir un modèle de gestion dans les pays qui comptent un grand nombre de partenaires du développement, qu'il soient ou non des signataires du IHP+. Une question a été soulevée quant à la future portée du IHP+, et les participants ont apporté leur appui en ce qui concerne l'extension de son champ d'activité actuel. Il faudrait encourager un plus vaste éventail d'acteurs prenant part au programme

⁴ Y compris les prestataires de soins de santé ; les fabricants de médicaments ; les associations professionnelles ; les acteurs qui ne font pas partie du secteur de la santé mais qui pourraient jouer un rôle essentiel pour l'amélioration de la performance du système de santé – les institutions financières ; les compagnies de télécommunications, etc.

national de développement pour la santé – particulièrement des parlementaires, des organisations de la société civile et d'autres acteurs non étatiques – à contribuer aux activités principales du IHP+, à promouvoir un meilleur alignement derrière un plan unique, et à utiliser des systèmes de gestion fiduciaires harmonisés et une plate-forme unique en matière d'information et de redevabilité. Le besoin de renforcer les capacités pour un ensemble d'acteurs et de systèmes a été réitéré à plusieurs reprises comme étant un élément essentiel pour un développement efficace en matière de santé ; plus de clarté est nécessaire en ce qui concerne les activités à entreprendre, particulièrement par le IHP+. Un consensus s'est dégagé sur le fait que l'Équipe de base du IHP+ devrait avoir une approche plus proactive et systématique afin de créer des liens explicites entre le IHP+ et les diverses initiatives mondiales en matière de santé, comme cela a été le cas avec la Commission de l'information et de la redevabilité pour la santé de la femme et de l'enfant, et une meilleure communication du rapport entre efficacité de l'aide et résultats. D'autre part, l'Équipe devrait trouver des moyens pour permettre une collaboration Sud-sud plus structurée, laquelle prendrait en compte les réseaux régionaux déjà en place.

En résumé, la quatrième Réunion des équipes pays, à laquelle ont participé des représentants de 29 pays partenaires, organisations de la société civile et agences du développement, a identifié les quatre priorités suivantes pour améliorer l'efficacité du partenariat :

- **Un meilleur alignement pour de meilleurs résultats:** un accent accru sur le lien entre la mise en œuvre des principes du IHP+ et la réalisation de résultats durables.
- **Le maintien et le renforcement des activités dans trois domaines principaux :** un plus grand alignement derrière un seul plan national pour la santé ; des arrangements plus cohérents en matière de gestion financière et de passation de marchés ; et une plate-forme unique pour le suivi et la redevabilité en matière de résultats.
- **Les interventions du IHP+ au niveau des pays** devraient poursuivre l'amélioration de la qualité et de l'inclusivité du dialogue en matière de politiques, des évaluations conjointes et des processus liés aux pactes ; des dispositions mieux alignées en matière de gestion fiduciaire ; une plus grande redevabilité en matière de résultats au niveau national grâce à l'utilisation d'une seule plate-forme de suivi et de redevabilité ; une plus grande collaboration Sud-Sud appuyée par une meilleure communication et un meilleur enregistrement des données issues de l'expérience.
- **Les interventions du IHP+ au niveau mondial** devraient se concentrer sur le renforcement des liens avec le Partenariat de Busan pour une coopération efficace au service du développement ; encourager les initiatives mondiales en matière de santé à utiliser l'approche du IHP+ et à collaborer sur des sujets d'intérêt commun; renforcer les liens entre l'efficacité du développement, la couverture de santé universelle et les résultats en matière de santé.

Le succès de ce programme dépend de l'action de tous les signataires. Un programme de travail mis à jour et assorti d'objectifs concrets, lesquels reposent sur les priorités et les interventions convenues à Nairobi, sera envoyé par l'Équipe de base du IHP+ à tous les signataires, ainsi qu'à tous les autres acteurs intéressés.

Fourth IHP+ Country Health Teams Meeting
Accelerating progress, sustaining results
11 – 14 December 2012
Nairobi, Kenya

LIST OF PARTICIPANTS

BENIN

Mr Alphonse Die-Donné Akpamoli
Coordonnateur du Programme de
Renforcement de la Performance du Système
de Santé
Secrétariat Général du Ministère de la Santé
Ministère de la Santé
Benin
Email: akpamolid@yahoo.fr

Dr Valère Goyito
Secrétaire Général du Ministère de la Santé
Atlantique/Littoral
Ministère de la Santé
Bénin
Email: valgoyit@yahoo.fr

Mr Christian M.G.G.V. Martins
Président, Littoral
Réseau des ONG Béninoises de Santé
Bénin
Email: martinschristian@yahoo.fr

Dr Evariste Lodi-Okitombahe
Assistant Technique International du Projet
Appui Institutionnel de la Belgique
Cooperation Technique Belgique, CTB
Bénin
Email: evariste.lodiokitombahe@btcctb.org

Dr Barthélémy Semegan
Conseiller chargé des politiques et systèmes de
santé
Politiques et Systèmes de Santé
Organisation mondiale de la Santé
Bénin
Email: semeganb@bj.afro.who.int

BURKINA FASO

Ms Lorraine Gallagher
Chargée de Programme Santé
Economie et Secteurs Sociaux
Délégation de l'Union européenne au Burkina
Faso
Burkina Faso
Email: lorraine.gallagher@eeas.europa.eu

Mr Athanase Fidèle Kabore
Chargé de Projets
Secrétariat Permanent ds ONG du Burkina Faso
(SPONG)
Burkina Faso
Email: afkabore@gmail.com

Dr Pagomdzanga Abdoulaye Nitiema
Secrétaire Permanent du Plan national de
développement Sanitaire
Cabinet du Ministre de la Santé
Ministère de la Santé
Burkina Faso
Email: abdoul_nitiema@yahoo.fr

Dr Daogo Sosthène Zombre
Chargé de Programme "Politique et systèmes de
santé"
Organisation mondiale de la Santé
Burkina Faso
Email: zombreds@bf.afro.who.int

BURUNDI

Mr Raphaël Manirakiza
Expert en appui à la coordination des PTF/Santé
Coopération au Développement
Ambassade de Belgique au Burundi
Burundi
Email: Raphael.Manirakiza@dipobel.fed.be

Mr Albert Mbonerane

Représentant Legal
Action de Lutte Contre la Malaria
Burundi
Email: alumaburundi@yahoo.fr
(representing Fédération Nationale des Acteurs non-Etatiques intervenant dans le Secteur de la Santé (FENAS))

Mr Philippe Nakuwundi

Directeur du Bureau de Coordination des
Appuis Internationaux
Ministère de la Santé Publique et de la Lutte
contre le Sida
Burundi
Email: naphilippe87@yahoo.fr

Dr Denise Nkezimana

National Program Officer TB/HIV
Health
World Health Organization
Burundi
Email: nkezimanad@bi.afro.who.int

Dr Liboire Ngirigi

Directeur General des services de Sante et de la
lutte contre le SIDA
Ministère de la Santé Publique et de la Lutte
contre le Sida
Burundi
Email: ngirigi@yahoo.fr

CAMBODIA

Dr Vannarom Moeung

Deputy Director
International Cooperation
Ministry of Health
Cambodia
Email: moeungvannarom@gmail.com

Dr Somuny Sin

Executive Director
MEDICAM
Cambodia
Email: ssin@medicam-cambodia.org

Dr Vinntak Sung

Deputy Director
International Cooperation
Ministry of Health
Cambodia
Email: vinntak@moh.gov.kh

Dr Momoe Takeuchi

Senior Programme Management Officer
World Health Organization
Cambodia
Email: takeuchim@wpro.who.int

CAMEROON

Dr Engelbert Manga

Chef de Cellule du Partenariat international
Division de la Coopération
Ministère de la Santé Publique
Cameroon
Email : engemanga@gmail.com

Dr Jacqueline Matsezou

Cadre de Santé publique au Secrétariat du
Comité de Pilotage de la SSS
Ministère de la Santé Publique
Cameroon
Email : jumaz6@yahoo.com

Prof Pius Muffih Tih

Directeur, Département Santé
Cameroun Baptist Church
Cameroon
Email: piustih@cbchealthservices.org

CAP VERT

Mrs Ana Cristina Barbosa Vicente Andrade

Coordinatrice national Principale
ONU DC
Cap Vert
Email: cristina.andrade@unodc.org

Mrs Iolanda De Assis Estrela

National Professional Officer
Point focal, Renforcement du Système de Santé
Organisation mondiale de la Santé
Cap Vert
Email: estrelai@afro.who.int

Dr Monica Soraia Lopes

Coordinateur de Centre de Santé de VerdeFam
Verde Fam
Cap Vert
Email: monicalanay@hotmail.com

Dr Tomas Alves de Só Valdez

Directeur Region Sanitaire Santiago Nord
Direction national de la santé
Ministère de la Santé
Cap Vert
Email: tvaldez33@yahoo.com.br

CHAD

Dr Abdelmajid Abderahim

Chargé du programme santé
Cooperation Suisse au Développement
Tchad
Email: abdelmadjid.abderahim@sdsc.net

Mr Djaouro Ahmadou

Directeur Adjoint de l'Elaboration et Suivi
Budgétaire
Direction Generale du Budget
Ministere des Finances et Budget
Chad
Email: ahmatdjaouro@yahoo.fr

Mr Allatchi Cherif

Directeur de la réforme de la Fonction Publique
Ministere de la Fonction Publique
Chad
Email: allatchigalma@yahoo.fr

Mr Hamadou Nouhou

Chargé des Politiques et Systèmes de Santé
Organisation mondiale de la Santé
Chad
Email: hamadoun@td.afro.who.int

CÔTE D'IVOIRE

Prof Allou Assa

Directeur général de la Santé
Cabinet du Ministre de la Santé et de la
Minitère de la Santé et la Lutte Contre le Sida
Côte d'Ivoire
Email: assallou@yahoo.fr

Mr Comoé Marius Rodriguèse Brou

Président
Fédération des Consommateurs
Cote d'Ivoire
Email: micopci@yahoo.fr

Prof Mamadou Samba

Directeur
Direction de la prospective de la planification et
des stratégies
Minitère de la Santé et la Lutte Contre le Sida
Cote d'Ivoire
Email: samba.mamadou@gmail.com

Dr Abdoulaye Konate

Health Economist
Section Survie de l'Enfant
United Nations Children's Fund (UNICEF)
Cote d'Ivoire
Email: akonate@unicef.org

DEMOCRATIC REPUBLIC OF CONGO

Dr Thomas Kataba Ndireyata

Expert en Santé Publique
Direction des Etudes et Planification
Ministere de la Santé publique
Democratic Republic of Congo
Email: katabathomas@gmail.com

Dr Benoit Mibulumukini

Strategic Technical Advisor
SANRU
Democratic Republic of Congo
Email: benoitmibul@sanru.org

Dr Michel Mulohwe Mwana-Kasongo
Gestionnaire projets santé
Secteur Santé, Nutrition, Environnement et
Développement rural
Délégation de l'Union européenne en RDC
Democratic Republic of Congo
Email: [michel.mulohwe-mwana-
kasongo@eeas.europa.eu](mailto:michel.mulohwe-mwana-kasongo@eeas.europa.eu)

Dr Jean Pierre Lokonga Nzeyabe
National Professional Officer
World Health Organization
Democratic Republic of Congo
Email: lokongaj@cd.afro.who.int

DJIBOUTI

Dr Ali Sillay Abdallah
Directeur General
Hopital General Peltier
Ministère de la Santé
Djibouti
Email: sillay_fr@yahoo.fr

Ms Idil Abdallah Chirwa
Direction du Budget
Ministère délégué au Budget
Djibouti
Email: idilade@hotmail.com

Mrs Choukri Hassan Ismail
Chief of International Cooperation Service
Ministry of Health
Djibouti
Email: choukrihassan@yahoo.fr

Ms Carole Landon
Consultant to Ministry of Health
Djibouti
Email: caroleland@gmail.com

EL SALVADOR

Dr Jose Leonardo Ruales Estupinan
WHO Representative, El Salvador
El Salvador
Email: rualesjo@paho.org

Dr Patricia Figueroa
Project Unit Coordinator
Ministry of Health
El Salvador
Email: pfigueroa@salud.gob.sv

Mr William Vladimir Hernandez Valenzuela
Executive Director
Administracion Presidencia Politica
Asociacion Salvadorena de Derchos Humanos
entre Amigos
El Salvador
Email: entreamigosguy@gmail.com

Dr Beatriz Yarza
Responsable Programme de Cooperation
AECID
El Salvador
Email: beatriz.yarza@aecid.org.sv

ETHIOPIA

Dr Atakilt Berhe
Health Specialist
United Nations Children's Fund (UNICEF)
Ethiopia
Email: aberhe@unicef.org

Dr Mekdim Enkossa Ayana
Technical Advisor, Health Systems and Services
Harmonisation and Alignment
Policy Plan and Finance General Directorate
Federal Ministry of health
Ethiopia
Email: mkdmea2009@gmail.com

Dr Meshesha Shewarega Gebretsadik
Executive Director
Consortium of Christian Relief and Development
Association (CCRD)
Ethiopia
Email: coreethiopia@crdaethiopia.org

Mr Abduljelil Husen Reshad
Director, Resource Mobilization and Partnership
Federal Ministry of Health
Ethiopia
Email: abdul_reshad@yahoo.com

GAMBIA

Mr Mamat Cham

Health Planner
Ministry of Health and Social Welfare
Gambia
Email: mcham2005@yahoo.co.uk

Mr Ousman M.S. Yabou

Executive Director
The Association of Non-Governmental
Organisation (TANGO)
Gambia
Email: yabo_1948@yahoo.com

GUINEA

Mr Fodé Ousmane Bangoura

Administrateur national Santé et
Environnement National Professional Officer a.i.
Organisation mondiale de la Santé
Guinea
Email: bangouraf@gn.afro.who.int

Dr Mamady Conde

Président
Association Guinéenne de Santé Publique
Guinea
Email: pmconde1@gmail.com

Mr Aboubacar Kaba

Directeur national
Bureau de Stratégie et de développement
Ministère de la Santé et de l'Hygiene
Guinea
Email: kababoubacar@yahoo.fr

Dr Boubacar Sall

Directeur adjoint Bureau de stratégie et de
développement
Ministère de la Santé et de l'Hygiene
Guinea
Email: bousall2@yahoo.fr

KENYA

Dr Mark Kipkemoi Bor

Permanent Secretary
Ministry of Public Health and Sanitation
Kenya
Email: psph@health.go.ke

Mr Stephen Cheruiyot

Health Economist
World Health Organization
Kenya
Email: cheruiyots@ke.afro.who.int

Dr Maria Francisco

Senior Health Advisor,
Office of Population and Health
Agency for International Development (USAID)
Kenya
Email: mfrancisco@usaid.gov

Dr Humphrey Cyprian Karamagi

Technical Officer
World Health Organization
Kenya
Email: karamagih@who.int

Mr Simon Ole Kirgotty

Director of Administration
Ministry of Medical Services
Kenya
Email:

Dr Custodia Mandhate

WHO Representative
World Health Organization
Kenya
Email: mandhatec@ke.afro.who.int

Mr Elkana Onguti

Ministry of Public Health and Sanitation
Kenya
Email: elkanayakundi@yahoo.com

Dr S.K. Sharif

Director
Ministry of Public Health and Sanitation
Kenya
Email:

Dr Amit Thakker

Kenya Healthcare Federation
Kenya
Email: docthakker@gmail.com

Dr Samuel Were

Team Leader, Technical Planning and
Performance Monitoring
Ministry of Public Health and Sanitation
Kenya
Email: smlwere@yahoo.com

MALI**Dr Aissatou Diack**

Senior Health Specialist
Task Team Leader, Mali
World Bank
USA
Email: adiack@worldbank.org

Mr Yaya Zan Konare

Président
FENASCOM
Mali
Email: yzkonare@gmail.com

Dr Nouhoum Kone

Directeur National Adjoint de la Santé
Direction Nationale de la Santé
Ministère de la Santé
Mali
Email: nkone63@yahoo.fr

Dr Salif Samake

Directeur de la Cellule de Planification et de
Statistique
Ministère de la Santé
Mali
Email: samakesalif@gmail.com

MAURITANIA**Mr Sidi Aly Ould Sidi Boubacar**

Secrétaire Général
Ministère de la Santé
Mauritania
Email: sidiali009@yahoo.fr

Dr Mamadou Drave

Technical Officer, Health Systems and Services
World Health Organization
Mauritania
Email: dravem@mr.afro.who.int

Mr Isselmou Ould Mahjoub

Directeur de la Programmation de la
Coopération
Ministère de la Santé
Mauritania
Email: isselmoumahjoub@yahoo.fr

Mr Moulaye El Mehdi Ould Moulaye Zeïne

Président de l'ONG AMAMI
Association Mauritanienne d'aide aux Malades
Indigent
Mauritania
Email: ong.amami@yahoo.com

MOZAMBIQUE**Dr Juvenaldo Amos**

Provincial Health Director, Manica
Ministry of Health
Mozambique
Email: juvenaldoamos@gmail.com

Ms Bettina Maas

Country Representative in Mozambique
United Nations Population Fund (UNFPA)
Mozambique
Email: maas@unfpa.org

NEPAL

Dr Bhuwaneshwaree Datt Chataut
Principal
Central Institute of Science and Technology
Nepal
Email: chatautbd@yahoo.com

Dr Babu Ram Marasini
Coordinator
Health Sector Unit
Ministry of Health and Population
Nepal
Email: marasini2@yahoo.com

Mr Shanker Raj Pandey
Representative KFW Development
German Development Cooperation
Nepal
Email: shanker.pandey_extern@kfw.de

NIGER

Mr Amadou Roufai Mahamane Lawal
Coordonnateur national
Regroupement des ONG et Associations du
Secteur Santé du Niger (ROASSN)
Niger
Email: roassen@yahoo.fr; ondphid@yahoo.fr

Dr Hassane Sanda Maiga
Conseiller Principal du Premier Ministre
Chef Département Santé Publique, Population,
Actions Sociales et Humanitaire
Cabinet du Premier Ministre
Niger
Email: hsmaiga@yahoo.com

Dr Hama Issa Moussa
Assistant Technique National
Secrétariat National
Ministère de la Santé Publique
Niger
Email : tidjaniissa@yahoo.fr

NIGERIA

Dr Ogo Chukwujekwu
Health Economist
Health Systems and Policies
World Health Organization
Nigeria
Email: chukwujekwu@ng.afro.who.int

Dr Chima Vitalis Elenwune
Senior Medical Officer
Health Planning Research and Statistics
Federal Ministry of Health
Nigeria
Email: elenwune@yahoo.com

Mr Aminu Adamu Yakubu
Senior Health Research Officer
Health Planning Research and Statistics
Federal Ministry of Health
Nigeria
Email: yaminads@yahoo.com

PAKISTAN

Mr Furqan Bahadur Khan
Additional Secretary
Inter-provincial Coordination
Pakistan
Email: asipc1959@gmail.com

SENEGAL

Dr Amadou Djibril Ba
Coordonnateur de la Cellule d'Appui et de Suivi
du Plan National de Développement Sanitaire et
Point Focal IHP+
Ministère de la Santé et de la Prévention
Sénégal
Email: amadoudjibril@gmail.com

Mr Ibrahima Kane
Responsable Administratif et Financier
CONGAD conseil des ONG d'Appui au
Developpement
Sénégal
Email: congad@orange.sn; iboukane5@yahoo.fr

Dr Farba Lamine Sall

Conseiller en Économie de la Santé
Organisation mondiale de la Santé
Sénégal
Email: sallf@sn.afro.who.int

SIERRA LEONE**Dr Kisito Sheku Daoh**

Chief Medical Officer
Ministry of Health and Sanitation
Sierra Leone
Email: ksdaoh@yahoo.com

Dr Magnus Ken Gborie

Director
Planning and Information
Ministry of Health and Sanitation
Sierra Leone
Email: yeawoma@gmail.com

Mr Sorie Kamara

Financial Management Specialist
Directorate of Financial Resources
Ministry of Health and Sanitation
Sierra Leone
Email : sokamara@yahoo.co.uk

Dr Heidi Jalloh-Vos

Health Program Manager
Health Department
Medical Research Centre
Sierra Leone
Email: hjallohvoss@mrc-sl.org

SUDAN**Dr Mohamed Ahmed Abdelhafiz**

PAC Coordinator
Sudan Family Planning Association
Sudan
Email: abdalhafeez49@gmail.com

Dr Isam-eldin Mohamed Abdullah

Undersecretary
Federal Ministry of Health
Sudan
Email:

Dr Anshu Banerjee

WHO Representative
World Health Organization
Sudan
Email: banerjeea@who.int

Dr Imad El Din Ahmed Mohamed Ismail

Global Health International Coordinator
Federal Ministry of Health
Sudan
Email: imadkayona@gmail.com

Dr Dorothy Ochola

Chief, Health
UNICEF
Sudan
Email: dochola@unicef.org

TOGO**Dr Akouété Afanou**

Spécialite Santé
Survie et Développement de l'Enfant
UNICEF
Togo
Email: aafanou@unicef.org

Mr Abeyeta Djenda

Directeur Exécutif
Union des ONG au Togo
Togo
Email: aristidedjenda@yahoo.fr

Dr Adzoa Akpedze Nomenyo Adzimah

Directrice Générale Adjointe
Ministère de la Santé
Togo
Email: anomenyo2001@yahoo.fr

Dr Minzah Pেকে

Conseiller en Politiques de Systèmes de Santé
Organisation mondiale de la Santé
Togo
Email: pekelem@tg.afro.who.int

Dr Potougnima Tchamdja

Conseiller technique du Ministère de la Santé,
Point Focal IHP+ Togo
Cabinet du Ministre
Ministere de la Santé
Togo
Email: potoutcha05@yahoo.fr

UGANDA**Dr Juliet Bataringaya**

Country Advisor, Organization of Services
Delivery
World Health Organization
Uganda
Email: bataringayaj@who.int

Dr Sarah Byakika

Assistant Commissioner Health Services
Quality Assurance
Ministry of Health
Uganda
Email: sarahbyakika@hotmail.com

Mr Rogers Enyaku

Assistant Commissioner Budget and Finance
Planning
Ministry of Health
Uganda
Email: rogersenyaku@yahoo.com

VIETNAM**Mr Bao Le Ngoc**

Deputy Country Representative
Pathfinder International
Vietnam
Email: LNbao@pathfinder.org

Ms Thi Minh Chau Nguyen

Deputy Director
International Cooperation Department
Ministry of Health
Vietnam
Email: chautinotina@yahoo.com

Dr Long Nguyen Hoang

Medical Doctor, Planning and Finance
Ministry of Health
Vietnam
Email: longmoh@yahoo.com

Dr Thanh Le Van

Programme Officer for Health
Cooperation and Development Section
Delegation of the European Union to Vietnam
Vietnam
Email: thanh.le@eeas.europa.eu

ZAMBIA**Mr Desmond Banda**

Senior Planner SWAP
Policy and Planning
Ministry of Health
Zambia
Email: economistbanda@yahoo.com

Mr Solomon Kagulula

National Professional Officer, Health Systems
and Services
World Health Organization
Zambia
Email: Kagululas@zm.afro.who.int

Mr Wesley Kapaya Mwambazi

Principal Planner
Directorate of Policy and Planning
Ministry of Health
Zambia
Email: wmwambazi@yahoo.com

Mrs Monica Nyirenda Mutesa

Essential Services Coordinator
Oxfam
Zambia
Email: mmutesa@oxfam.org.uk

Mr Yorum Siame

Advocacy and Public Relations Manager
Churches Health Association of Zambia
Zambia
Email: ysiam@yahoo.com

GLOBAL AND REGIONAL CIVIL SOCIETY

Mr Christian Acemah

Director, Strategy and Program Development
African Science Academy Development
Initiative of the U.S. National Academies
United States of America
Email: cacemah@nas.edu

Ms Lucia Bellini

Policy Intern
Sightsavers International
United Kingdom
Email: lucia_bellini@hotmail.com

Mr Aho Tete Benissan

Regional Coordinator
Réseau des Plates-formes nationales d'ONG
d'Afrique de l'Ouest et du Centre (REPAOC)
Email: guy@repaoc.org

Dr Oluwafunmilola Dare

Chief Executive Officer
Centre for Health Sciences Training and
Development (CHESTRAD)
Nigeria
Email: ceo@chestrads-ngo.org

Mr Heino Güllemann

Global Health Advocacy Advisor
Essential Services
OXFAM
Germany
Email: hguellemann@oxfam.de

Dr Teguest Guerma

Director General
AMREF
Kenya
Email: Teguest.Guerma@amref.org

Ms Louise Holly

Senior Health Advocacy Adviser
Advocacy Division
Save the Children
United Kingdom
Email: L.Holly@savethechildren.org.uk

Ms Elaine Ireland

Head of Policy
Policy and Strategic Programme Support
Department
Sightsavers International
United Kingdom
Email: eireland@sightsavers.org

Ms Cheryl Jacob

Grant Coordinator Programmes
OXFAM
South Africa
Email: CJacob@oxfam.org.uk

Mr Oluwamayowa Joel

Program Director
Communication for Development Centre
Nigeria
Email: mayowa@africadevelopment.org

Mrs Mette Kjaer Kinoti

Head Programme Management
Programme Unite
AMREF
Kenya
Email: mette.kjaer@amref.org

Miss Jenet Kanuchukwuma Lenya

Program Associate
Communication for Development Centre
Nigeria
Email: program-associate-ihp@africadevelopment.org

INTERNATIONAL DEVELOPMENT PARTNERS

Dr Sinead Andersen

Senior Manager for Public Policy
GAVI Alliance
Switzerland
Email: sandersen@gavialliance.org

Mr Tekabe Belay

Senior Economist, South Asia Region
World Bank
USA
Email: tbelay@worldbank.org

Dr Ties Boerma

Director
Health Statistics and Informatics
World Health Organization
Switzerland
Email: boermat@who.int

Dr Olga Bornemisza

Policy Specialist
Global Fund to Fight AIDS, Tuberculosis and
Malaria (GFATM)
Switzerland
Email: Olga.Bornemisza@theglobalfund.org

Dr Andrew Cassels

Director
Office of the Director-General
World Health Organization
Switzerland
Email: casselsa@who.int

Mr Martin Chungong

Deputy Secretary General
Inter-Parliamentary Union
Switzerland
Email: mch@mail.ipu.org

Dr Ana Cirera Viladot

Senior Advisor on Global Health
FCSAI - Spanish Foundation of International
Cooperation, Health and Social Policy
Spain
Email: acirera.saludglobal@gmail.com

Mr Ole Doetinchem

Advisor, Global health and Health systems
Deutsche Gesellschaft für Internationale
Zusammenarbeit (GIZ) GmbH
Germany
Email: ole.doetinchem@giz.de
*(Representing the Federal Ministry for Economic
Cooperation and Development (BMZ), Germany)*

Dr Mohamed Lamine Dramé

Technical Officer
Health Systems Policies and Workforce
World Health Organization
Switzerland
Email: dramemo@who.int

Dr Tessa Tan-Torres Edejer

Coordinator
Costs, Effectiveness, Expenditure and Priority
Setting
World Health Organization
Switzerland
Email: tantorrest@who.int

Mrs Maria Manuela Enwerem Bromson

Technical Officer, Partnerships, Interagency
Coordination and Resource Mobilization
Regional Office for South East Asia
World Health Organization
India
Email: enwerembromsonm@searo.who.int

Dr Paul Fife

Director
Global Health, Education and Research
Norwegian Agency for Development
Cooperation (NORAD)
Norway
Email: paul.fife@norad.no

Dr Howard Friedman

Technical Specialist
United Nations Population Fund (UNFPA)
United States of America
Email: friedman@unfpa.org

Dr Sergio Galan Cuenda

Head of Health Sector Division
AECID - Spanish Agency for International
Cooperation and Development
Spain
Email: sergio.galan@aecid.es

Dr Geeta Rao Gupta

Deputy Executive Director
United Nations Children's Fund (UNICEF)
USA
Email: graogupta@unicef.org

Ms Jianli Han

Deputy Division Director
Department of International Organizations
Ministry of Health
People's Republic of China
Email: hanjil@moh.gov.cn

Ms Mara Hansen

Associate Program Officer
Bill and Melinda Gates Foundation
USA
Email: mara.hansen@gatesfoundation.org

Dr Bradley Hersh

Senior Adviser
Global Funding Mechanisms and Collaboration
Joint United Nations Programme on HIV/AIDS
(UNAIDS)
Switzerland
Email: hersh@unhcr.org

Mr Johannes Hunger

Senior Manager, Strategy and Policy Team
Global Fund to Fight AIDS, Tuberculosis and
Malaria (GFATM)
Switzerland
Email: Johannes.hunger@theglobalfund.org

Mrs Sofia Itämäki

Junior Adviser for Health
Ministry of Foreign Affairs
Finland
Email: sofia.itamaki@formin.fi

Mrs Monique Kamphuis

Senior Policy Officer, Social Development
Department- Health and AIDS Division
Ministry of Foreign Affairs
The Netherlands
Email: monique.kamphuis@minbuza.nl

Ms Geetanjalee Khosla

Regional Health Specialist (East and Southern
Africa)
Canadian International Development Agency
Zambia
Email: GEETANJALEE.KHOSLA@acdi-cida.gc.ca

Dr Marie Paule Kieny

Assistant Director-General
Health Systems and Innovation
World Health Organization
Switzerland
Email: kienym@who.int

Ms Hanna-Mari Kilpelainen

Organisation for Economic Co-operation and
Development (OECD)
France
Email: Hanna-Mari.KILPELAINEN@oecd.org

Ms Nicole Klingen

Director a.i.
Health, Nutrition and Population
World Bank
USA
Email: Nklingen@worldbank.org

Mr Jean Charles Kra

Senior Financial Specialist
Transparency and Accountability Policy Team
GAVI Alliance
Switzerland
Email: jkra@gavialliance.org

Dr Jason Lane
Senior Health Adviser
Human Development Department, Policy
Division
Department of International Development
(DfID)
United Kingdom
Email: jason-lane@dfid.gov.uk

Dr Laura Laski
Chief, Sexual and Reproductive Health Branch,
Technical Division
United Nations Population Fund (UNFPA)
USA
Email: laski@unfpa.org

Mrs Anne Lindeberg
Policy Advisor
PROGSAM
SIDA
Sweden
Email: anne.lindeberg@sida.se

Ms Andrea Milkowski
DG DEVCO
European Commission
Belgium
Email: andrea.milkowski@ec.europa.eu

Dr Alice Ntamwishimiro Soumare
Focal Point, Harmonization for Health (HHA)
Regional Office for Africa
World Health Organization
Congo
Email: soumare@afro.who.int

Dr Joseph Naimoli
United States Agency for International
Development (USAID)
USA
Email: jnaimoli@usaid.gov

Mr Ian Pett
Chief, Health Systems and Strategic Planning
United Nations Children's Fund (UNICEF)
USA
Email: ipett@unicef.org

Dr Denis Porignon
Health Policy Expert
Health Systems Policies and Workforce
World Health Organization
Switzerland
Email: porignon@who.int

Dr Gandham N.V. Ramana
Task Team Leader, Ethiopia and Kenya
World Bank
Kenya
Email: Gramana@worldbank.org

Dr Giuliano Russo
Research Fellow
Instituto de higiene e Medicina Tropical,
Universidade Nova de Lisboa
Portugal
Email: grusso@ihmt.unl.pt

Dr Omar Sam
Medical Officer
Health Policies and Service Delivery
IST/West Africa
World Health Organization
Burkina Faso
Email: samo@bf.afro.who.int

Ms Bjorg Sandkjaer
Senior Adviser, Global Health, Education and
Research
Norwegian Agency for Development
Cooperation (NORAD)
Norway
Email: bjorg.sandkjaer@norad.no

Ms Xenia Scheil-Adlung
Health Policy Coordinator
International Labor Organization
Switzerland
Email: scheil@ilo.org

Mr Walter Seidel
Head of Health Sector
DEVCO D4
European Commission
Belgium
Email: walter.seidel@ec.europa.eu

Dr Bakhuti Shengelia
Director, Technical Support
Country Programmes
GAVI Alliance
Switzerland
Email: BShengelia@gavialliance.org

Dr Sameen Siddiqi
Director
Division of Health System Development
Regional Office for the Eastern Mediterranean
World Health Organization
Egypt
Email: siddiqis@emro.who.int

Dr Bokar Toure
Director
Health Systems and Services
Regional Office for Africa
World Health Organization
Congo
Email: toureb@afro.who.int

Mr Salifou Zouma
Directeur du Département de la Planification et
de l'Assistance Technique
Organisation Ouest Africaine de la Santé
Burkina Faso
Email: szouma@wahooas.org

RESOURCE PERSONS

Mr Abebe Alebachew Asfaw
Consultant
Ethiopia
Email: abebe.alebachew2008@gmail.com

Dr Jarl Chabot
Consultant
Netherlands
Email: j.chabot@chabotconsult.nl

Dr Leo Devillé
Chief Executive Officer
Health Research for Action (HERA)
Belgium
Email: leo.deville@hera.eu

Ms Alison Dunn
Writer/Editor
In The Write Space
United Kingdom
Email: alisonjdunn@gmail.com

Dr Nirmala Ravishankar
Consultant
Kenya
Email: nravishankar@gmail.com

Mr Tim Shorten
Project Manager
IHP+Results
United Kingdom
Email: tim@resultslab.co

Mr Martin Taylor
Health Policy Specialist
Mannion Daniels Ltd
United Kingdom
Email: martintaylor69@gmail.com

Dr Catriona Waddington
Senior Health Economist
HLSP
United Kingdom
Email: catriona.waddington@hlsp.org

IHP+ CORE TEAM

Ms Joyce Bett
Team Assistant
Health Systems Strengthening
World Bank - Kenya Country Office
Email: jbett@worldbank.org

Ms Jane Dyrhauge
Technical Officer
International Health Partnership (IHP+)
World Health Organization
Switzerland
Email: dyrhaugej@who.int

Mr Nana Enyimayew

Facilitator
Ghana
Email: nana_enyimayew@yahoo.co.uk

Mrs Sihem Halouani

Assistant
WHO Global Conference and Training Centre
(GCT)
World Health Organization
Tunisia
Email: halouanis@who.int

Ms Margareta Harrit

Health Specialist
Health, Nutrition and Population
World Bank
USA
Email: mharrit@worldbank.org

Ms Sowmya Kadandale

Technical Officer
International Health Partnership (IHP+)
World Health Organization
Switzerland
Email: kadandales@who.int

Ms Claire Kairys

Junior Professional Associate
World Bank
USA
Email: ckairys@worldbank.org

Mrs Victoria Pascual

Assistant
International Health Partnership (IHP+)
World Health Organization
Switzerland
Email: pascualv@who.int

Ms Carolyn Reynolds

Facilitator
Communication Advisor
Human Development Network
World Bank
USA
Email: creynolds@worldbank.org

Dr Finn Schleimann

Senior Health Specialist
Health, Nutrition and Population
World Bank
USA
Email: fschleimann@worldbank.org

Dr Iraj Talai

Consultant
Health, Nutrition and Population
World Bank
USA
Email: italai@worldbank.org

Dr Phyllida Travis

Coordinator, International Health Partnership
(IHP+)
Acting Director, Health Systems Policies and
Workforce (HPW)
World Health Organization
Switzerland
Email: travisp@who.int

Ms Ruth Wanga

Hub Learning Assistant/Events Assistant
World Bank – Kenya Country Office
Kenya
Email: rwanga1@worldbank.org

**Quatrième réunion des équipes chargées du secteur de la santé
dans les pays IHP+**

Accélérer les progrès, pérenniser les résultats

11-14 décembre 2012, Nairobi, Kenya

ORDRE DU JOUR

Objectifs de la réunion

L'objet de la réunion est de convenir de moyens permettant au Partenariat IHP+ d'améliorer plus rapidement les résultats sanitaires en renforçant l'efficacité de l'aide. Les participants sont invités :

- à analyser les progrès réalisés en vue de suivre un plan sanitaire et un budget uniques et de se conformer aux systèmes nationaux
- à recenser les obstacles et les facteurs d'incitation en matière d'harmonisation et d'alignement et à déterminer les mesures à prendre dans les deux années à venir afin d'accélérer les progrès et d'atteindre les résultats
- à s'entendre sur les approches que le Partenariat IHP+ pourrait employer pour renforcer la responsabilité mutuelle sur le plan des résultats.

Mardi 11 décembre 2012

À partir de 14h00	Enregistrement (hall principal de l'hôtel Safari Park)
18h00	<p>Cérémonie d'ouverture Allocutions de bienvenue prononcées par : Madame Beth Mugo, Ministre de la santé publique et des infrastructures d'assainissement (Kenya) Dr Custodia Mandlhate, Représentant de l'OMS au Kenya Monsieur Johannes Zutt, Directeur de pays de la Banque mondiale au Kenya Séance animée par Nana Enyimayew et Carolyn Reynolds Salle : Pavilion Ballroom</p>
18h30 – 19h45	<p>Table ronde d'ouverture – Accélérer les progrès, pérenniser les résultats : dans quels domaines intensifier l'action mondiale ? Objectif : stimuler le débat en mobilisant des points de vue différents sur les moyens d'accélérer les progrès afin d'améliorer l'efficacité de l'aide sanitaire et d'obtenir des résultats ; déterminer là où l'action doit être intensifiée et là où il faut trouver d'autres mesures. Intervenants : - Mark Bor, Secrétaire permanent, Ministère de la santé publique (Kenya) - Martin Chungong, Secrétaire permanent adjoint, l'Union interparlementaire - Teguest Guerma, Directeur général de la Fondation pour la Médecine et la Recherche en Afrique (AMREF) - Paul Fife, Directeur, Norwegian Agency for Development Cooperation (NORAD) - Valère Goyito, Secrétaire permanent, Ministère de la santé (Bénin) - Geeta Rao Gupta, Directeur exécutif adjoint, UNICEF Séance animée par Andrew Cassels, Directeur Stratégie, Bureau du Directeur général de l'OMS Salle : Pavilion Ballroom</p>
20 h 00	Dîner de bienvenue (tous les participants y sont conviés) - Palm Gardens

Mercredi 12 décembre 2012

08h30 - 09h00	<p>Séance de bienvenue : présentation générale, questions de gestion courante et objectifs de la réunion Séance animée par Nana Enyimayew et Carolyn Reynolds</p>
09h00 - 10h00	<p>Séance 1 : tableau général Président : Dr Mamdou Samba, Directeur, Ministère de la Santé, Côte d'Ivoire</p> <p>a) Le Partenariat IHP+ en contexte</p> <ul style="list-style-type: none"> - Marie Paule Kieny, Directeur général adjoint – Systèmes de Santé et Innovation (OMS) - Nicole Klingen, Directeur par intérim du Pôle Santé, Nutrition et Population (Banque mondiale) <p>b) Présentation des mesures prises par l'IHP+ en faveur d'un plan unifié</p> <ul style="list-style-type: none"> - Phyllida Travis (OMS) et Finn Schleimann (Banque mondiale), IHP+ équipe de base <p>Séance plénière animée par Nana Enyimayew et Carolyn Reynolds Salle : Pavilion Ballroom</p>
10h00 – 10h30	<p>Pause-café</p>
10h30 – 12h00	<p>Séance 2 – L'efficacité du développement sanitaire en pratique : résultats obtenus Objectif : examiner les progrès réalisés pour s'acquitter des engagements pris ; recenser les domaines où subsistent des goulets d'étranglement, et déterminer comment le faire savoir à ceux qui ont les moyens d'agir.</p> <p>Président : Dr Kisito Daoh, Chief Medical Officer, Ministère de la Santé, Sierra Leone Groupes d'intervenants : Bénin, Burundi ; Éthiopie, Nigéria ; Royaume-Uni ; Commission européenne ; ONUSIDA ; UNICEF Intervenant en séance plénière : Tim Shorten Séance animée par Nana Enyimayew et Carolyn Reynolds Salle : Pavilion Ballroom</p>
12h00 – 13h30	<p>Photographie. Déjeuner.</p>
13h30 – 15h30	<p>Séance 3 – Renforcer l'alignement autour d'un même plan sanitaire national : l'avenir de l'évaluation conjointe (JANS) Objectifs :</p> <ul style="list-style-type: none"> • mettre en commun les enseignements sur : <ul style="list-style-type: none"> ○ les bénéfices tirés à ce jour des évaluations conjointes, et la façon dont celles-ci ont rempli divers objectifs ; ○ les nouveaux défis et les mesures à prendre face à ceux-ci. • formuler des propositions en vue : <ul style="list-style-type: none"> ○ d'aborder les besoins des différentes parties prenantes en matière d'évaluation technique pour les décisions de financement (pays et agences) relatives aux évaluations conjointes ; ○ d'intégrer l'évaluation conjointe dans les processus des pays et agences ; ○ d'accroître les synergies entre la planification sectorielle et programmatique, et les activités d'évaluation. <p>Président : Salif Samake, Directeur de Planification et Statistique, Ministère de la Santé, Mali</p>

	<p>Intervenants en séance plénière :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Imad Kayona, Coordinateur international pour la santé globale, Ministère de la Santé, Soudan - Abebe Alebachew, Consultant, Ethiopie - Martin Taylor, spécialiste en politique de santé, Mannion Daniels <p>Salle : Pavilion Ballroom</p>
15h30 - 16h00	Pause-café
16h00 – 17h30	<p>Séance 4 – Aller vers une plate-forme nationale unique d’information et de redevabilité</p> <p>Objectifs</p> <ul style="list-style-type: none"> • Examiner la situation actuelle des plates-formes nationales d’information et de redevabilité établies en vue d’analyser la bonne mise en œuvre des stratégies sanitaires nationales • Examiner les points forts des autoévaluations de pays sur la redevabilité pour la santé, conduite au cours de la dernière année • Examiner les résultats de l’étude réalisée sur l’un des principaux processus de redevabilité – l’examen conjoint du secteur de la santé • Etudier le rôle des partenaires de développement à l’appui d’une plate-forme nationale unique d’information et de redevabilité, et déterminer comment accélérer les progrès <p>Président : Sarah Byakika, Assistant aux Services Commissaire à la Santé, Qualité Assurance, Ministère de la Santé de l’Ouganda</p> <p>Intervenants en séance plénière :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Leo Devillé, Directeur général, HERA, Belgique - Lola Dare, Directeur général, Centre for Health Sciences Training and Development (CHESTRAD) - Ties Boerma, Directeur, Statistique et Information, OMS <p>Séance plénière animée par Nana Enyimayew et Carolyn Reynolds</p> <p>Salle : Pavilion Ballroom</p>
17h30	Synthèse de la journée
17h45 – 18h30	<p>Rencontre entre les organisations de la société civile et les représentants des OSC auprès d’IHP+</p> <p>Salle : Ivory Lounge</p>
18h30	Réception - Mamta Poolside

Jeudi 13 décembre 2012

07h30 - 08h15	<p>Mise à jour sur le nouveau modèle de financement du Fonds mondial contre le SIDA le TB et le paludisme</p> <p>Johannes Hunger, Directeur principal, Stratégie et Politique, Fonds mondial</p> <p>Salle : Pavilion Ballroom</p>
08h30 – 09h00	<p>Séance 5 – Récapitulatif de la première journée et mise en perspective de la deuxième journée</p> <p>Les présidents de la première journée récapitulent les thèmes et recommandations de la première journée (5 minutes par intervenant)</p> <p>Salle : Pavilion Ballroom</p>

09h00 – 10h00	<p>Séance 6 – Harmonisation et simplification des dispositifs de gestion financière Objectif : Présenter les progrès réalisés dans l’harmonisation de la gestion financière et partager les expérience des pays ; recenser les défis en matière d’harmonisation au niveau des pays.</p> <p>Président : Walter Seidel, Chef du Secteur de la Santé, Commission Européenne Intervenants en séance plénière :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Sorie Kamara, Ministère de la Santé, Sierra Leone - Jean Charles Kra, Conseiller financier principal, GAVI Alliance - Johannes Hunger, Directeur principal, Stratégie et Politique, Fonds mondial - Iraj Talai , Banque mondiale <p>Séance animée par Carolyn Reynolds et Nana Enyimayew Salle : Pavilion Ballroom</p>
10h00 – 10h30	<p>Pause-café</p>
10h30 – 12h00	<p>Séance 7 – Approches futures pour suivre les engagements de renforcement de l’efficacité de l’aide en santé et améliorer les résultats via le Partenariat IHP+ Objectif : permettre aux signataires du Partenariat IHP+ de fixer les grands principes d’une future approche pour suivre les engagements et les résultats via IHP+.</p> <p>Présidents : Ties Boerma, Directeur, Statistique et Information, OMS, et Nicole Klingen Directeur par intérim du Pôle Santé, Nutrition et Population (Banque mondiale) Salle : Pavilion Ballroom</p>
12h00 – 13h30	<p>Déjeuner</p>
13h30 – 15h30	<p>Séance 8 – Profiter de la dynamique pour engager une réforme réelle : comment améliorer la coopération et les résultats Objectif : en fonction des principaux goulets d’étranglement, trouver des mesures à mettre en œuvre après Nairobi, et préparer des recommandations initiales.</p> <p>Président : Andrew Cassels, Directeur Stratégie, Bureau du Directeur général de l’OMS Séance plénière Salle : Pavilion Ballroom</p>
15h30 – 16h00	<p>Pause-café</p>
16h00 – 17h30	<p>Séance 9 – Questions d’actualité : le marché Quatre séances parallèles (salles à confirmer) :</p> <p>9a) Passation de marché Président : Ian Pett, UNICEF Salle : Pavilion Ballroom</p> <p>9b) Prochaines étapes de l’harmonisation de la gestion financière Président : Bakhuti Shengalia, GAVI Salle : Bogoria</p> <p>9c) Calcul des coûts et fixation des priorités des stratégies sectorielles Président : Dr Amadou Ba, Sénégal Salle : Mt. Kenya A&B</p> <p>9d) Partenariats noués entre acteurs étatiques et non étatiques en vue d’améliorer les résultats sanitaires Président : Rogers Enyaku, Ouganda Salle : Ivory Lounge</p>
17h30	<p>Synthèse et programme de la troisième journée</p>

Vendredi 14 décembre 2012

08h30 – 09h00	<p>Séance 10 – Récapitulatif de la deuxième journée et mise en perspective de la troisième journée Présidents de séance de la deuxième journée Séance animée par Carolyn Reynolds et Nana Enyimayew Salle : Pavilion Ballroom</p>
09h00 – 10h30	<p>Séance 11 – Trouver des solutions pratiques aux défis communs à l'aide d'une collaboration Sud-Sud ? Objectif : trouver des moyens d'accélérer et de rendre plus systématiques les échanges bilatéraux et régionaux en terme de partage d'expérience ; définir le rôle joué à cet égard par le Partenariat IHP+ .</p> <p>Président : Mette Kjaer, Chef de Programmes, AMREF Intervenants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Salif Samake, Directeur de Planification et Statistique, Ministère de la santé, Mali - Bokar Touré, Directeur de Renforcement de Systèmes de Santé, Bureau régional d'Afrique, OMS <p>Séance plénière animée par Nana Enyimayew et Carolyn Reynolds Salle : Pavilion Ballroom</p>
10h30 – 11h00	<p>Pause-café</p>
11h00 – 12h30	<p>Séance 12 – Regarder vers l'avenir : affiner les messages adressés aux chefs d'agences et aux chefs de gouvernement et qu'allons-nous faire nous-mêmes différemment ? Objectif : formuler à l'intention des chefs d'agences et des chefs de gouvernement des recommandations sur les moyens de mettre en place les engagements, et accélérer l'obtention des résultats.</p> <p>Présidence : à confirmer Salle : Pavilion Ballroom</p>
12h30 – 13h00	<p>Clôture Réflexions finales, appel à l'action et prochaines étapes</p> <p>Remarques conclusives : Prof. Anyang' Nyong'o, Ministre chargé des services médicaux, Kenya</p>
13h00	<p>Déjeuner</p>

**Message adressé aux responsables du Partenariat international pour la Santé (IHP+)
par les participants à la quatrième Réunion des équipes IHP+
Nairobi, Kenya, décembre 2012**

Plus de 200 représentants des gouvernements, des partenaires du développement et des organisations de la société civile se sont réunis à Nairobi du 12 au 14 décembre 2012, afin d'analyser les progrès accomplis par le biais du IHP+ dans l'amélioration de l'efficacité du développement dans le secteur de la santé, et d'identifier les obstacles, les incitations, et les interventions nécessaires pour accélérer les progrès afin d'obtenir de meilleurs résultats en matière de santé. Les équipes pays comprenaient des représentants des gouvernements (47%, principalement venus des ministères de la santé mais également des ministères des finances), des organisations nationales de la société civile (23%) et des partenaires du développement (30%).

Les participants ont exprimé leur vive appréciation pour le nouvel élan politique apporté par le IHP+ au niveau mondial. Ils ont également souligné les contributions du IHP+ dans l'amélioration de l'efficacité du développement dans le secteur de la santé aux niveaux mondial et national depuis son lancement il y a cinq ans, en dépit de la crise économique mondiale actuelle. Le nombre de pays qui ont souscrit au pacte mondial du IHP+ a quadruplé, démontrant par là même une appropriation croissante par les pays. L'IHP+ est reconnu pour encourager les pays à exercer un plus grand pouvoir décisionnel en matière de santé, et de nombreux pays ont rapporté que le Partenariat les a aidés à bâtir une coalition de soutien autour de leurs plans de santé nationaux. Le IHP+ est également reconnu pour avoir mis la priorité des questions relatives à la santé avant celle des autres secteurs dans la mise en œuvre des principes en matière d'efficacité du développement. Celui-ci servira de moteur principal pour poursuivre l'Accord de partenariat de Busan en matière de santé, et contribuera à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) d'ici 2015 ainsi qu'au programme pour le développement de l'après-2015. Toutefois, les participants ont exprimé leur déception quant à la lenteur des progrès accomplis. Le Rapport 2012 du IHP+Results a révélé que les partenaires du développement n'avaient rempli que 3 des 12 objectifs en matière d'efficacité du développement.

Les participants ont identifié un certain nombre de domaines critiques dans lesquels des progrès plus rapides et plus efficaces s'imposent, et pour lesquels l'intervention des responsables est nécessaire tant au niveau mondial qu'au niveau national. Les messages clés sont les suivants:

- **Renforcer les liens entre l'efficacité du développement, la couverture de santé universelle et de meilleurs résultats en matière de santé.** Encourager les initiatives mondiales en matière de santé à utiliser l'approche préconisée par le IHP+ : la mise en pratique des principes d'efficacité de développement incarnés par le IHP+ permettra aux programmes et initiatives sanitaires de réaliser les résultats escomptés de façon non seulement plus rapide mais également plus durable. L'accent devrait être mis sur la contribution aux résultats plutôt que sur l'attribution.
- **Maintenir expressément l'accent sur la direction nationale et parvenir à un alignement concret sur les stratégies et plans de santé nationaux.** Des progrès ont été accomplis mais il faut aller encore plus loin. Nombreux sont les cas où l'alignement n'existe que sur le papier. Les pays demandent instamment aux partenaires du développement de participer à l'élaboration de leurs plans nationaux pour le secteur de la santé ; de s'aligner ensuite véritablement sur les priorités définies ; de comptabiliser leurs dépenses, tant extérieures qu'intérieures, dans les budgets nationaux ; et de s'adapter aux cycles nationaux de budgétisation et de planification. Il a été convenu que les cadres de politiques et les outils élaborés par le biais du IHP+ – tels que les

pactes nationaux, l'examen conjoint des stratégies nationales (JANS) et les cadres conjoints de suivi et d'évaluation – étaient utiles pour améliorer le dialogue et la qualité et inspirer la confiance des partenaires, et qu'il était nécessaire de leur donner une plus grande priorité et un soutien accru.

- **Accroître l'utilisation des systèmes nationaux de passation de marchés et de gestion financière.** Le rapport des résultats du IHP+Results montre que même les systèmes nationaux qui répondent aux normes internationales ne sont pas utilisés par tous les partenaires du développement. Les participants ont insisté sur le fait que les systèmes nationaux ne seront renforcés que si les partenaires s'en servent réellement. Les risques qui en découlent doivent être maîtrisés, mais ne doivent pas faire obstacle à leur utilisation. Il a également été noté que changer de politiques et de pratiques pour s'aligner sur les systèmes nationaux pourrait nécessiter une intervention qui irait au-delà du secteur de la santé et que les partenaires du développement devraient appuyer activement le renforcement de ces systèmes.
- **Répondre plus efficacement aux demandes visant au renforcement des capacités des pays et des organisations de la société civile.** Le besoin d'appui pour renforcer les capacités des gouvernements dans de nombreux domaines a été clairement identifié, y compris en ce qui concerne l'amélioration des données, le renforcement des évaluations en matière de qualité et des systèmes de passation des marchés et financiers, ainsi que du développement des ressources humaines. Les organisations de la société civile ont réclamé davantage de soutien pour améliorer leur participation concrète aux questions relatives aux politiques de santé aux niveaux national et mondial. Une plus grande clarté est nécessaire quant à ce que cela signifie en pratique. C'est là que le IHP+ pourrait jouer un rôle important.
- **Intensifier les efforts vers une responsabilité mutuelle accrue.** Davantage de redevabilité nationale est nécessaire pour parvenir à une plus grande efficacité en matière de développement et de résultats, par exemple par le biais des parlements et des organisations de la société civile. Les participants sont d'avis que les partenaires du développement devraient, tout comme les gouvernements, être redevables lors des revues annuelles conjointes du secteur de la santé. Les examens annuels seront plus efficaces s'ils intègrent une participation active de parties prenantes au gouvernement autres que le ministère de la santé, ainsi que d'organisations de la société civile et du secteur privé. Plusieurs participants ont demandé le maintien des mécanismes de redevabilité tant nationaux que mondiaux, et le renforcement des liens du IHP+ avec le processus de suivi de l'après-Busan.
- **Assurer une plus grande collaboration Sud-Sud.** Les pays accumulent une expérience croissante sur les différentes façons de travailler avec des partenaires multiples afin d'améliorer les résultats en matière de santé. Le IHP+ a lancé un appel à l'action pour encourager une collaboration Sud-Sud plus structurée, y compris par le biais de plates-formes régionales et interrégionales existantes.
- **Améliorer la cohérence des messages prônant qu'un meilleur alignement s'accompagne de meilleurs résultats à tous les niveaux et dans tous les forums.** Les partenaires du développement doivent veiller à une plus grande cohérence dans leurs communications entre leur siège et le personnel pays, ainsi que lors des conseils d'administration des différentes initiatives mondiales en matière de santé, de manière à ce que les partenaires et les initiatives soient mieux alignés avec les stratégies nationales.

Le IHP+ a prouvé qu'il était une excellente plate-forme pour le dialogue en matière de politique au niveau national et l'engagement parmi les intervenants clés des gouvernements, de la société civile, du secteur privé et des partenaires internationaux, dans le secteur de la santé et au-delà. Cette plate-forme est bien placée pour aider les pays à accélérer leurs efforts afin d'atteindre les OMD relatifs à la santé et d'élaborer le programme pour la santé et le développement de l'après-2015.

Pour aller de l'avant, il est urgent, dans les pays où les principes du IHP+ se sont enracinés, que les principaux acteurs accroissent leurs efforts pour mettre ces principes pleinement en pratique, tant au niveau national qu'au niveau infranational. Pour les pays qui ne sont pas encore signataires, l'approche et les principes du IHP+ pourra cependant être introduite et devrait progressivement devenir la façon habituelle de conduire les affaires.

Pour marquer cette cinquième année, les participants ont exprimé l'importance de faire en sorte que les responsables des pays et des partenaires du développement envoient des signaux forts à l'intention de leurs équipes pour que celles-ci réaffirment leur soutien à la mise en œuvre des principes du IHP+, et prennent des mesures concrètes pour faire face aux goulets d'étranglement qui font obstacle à la réalisation de programmes de santé plus efficaces, obtenir de meilleurs résultats en matière de santé, et accélérer les progrès pour 2015 et au-delà.